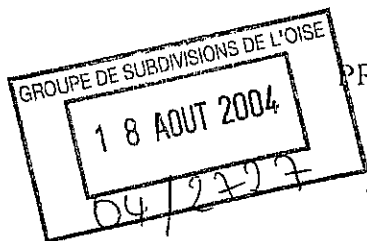


61212 980  
3011



PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté en date du 10 août 2004 de mise  
en demeure à l'encontre de la société  
HOLT LLOYD pour l'établissement de  
BREUIL LE SEC

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V – titres 1<sup>er</sup> et IV ;

Vu l'ordonnance n°2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie  
législative du code de l'environnement ;

Vu la loi n°2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs  
relations avec les administrations ;

Vu le décret n°53.577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la  
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de la  
législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n°64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la  
répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant l'exploitation des installations de la  
société Holt Lloyd à Breuil le Sec et notamment ceux en date du 25 août 1982 et du 15  
septembre 1988 ;

Vu le rapport en date du 18 juin 2004 de l'inspection des installations classées  
faisant suite à la visite d'inspection du 14 avril 2004 constatant le non-respect par la  
société Holt Lloyd de certaines dispositions des arrêtés préfectoraux en date du 25 août  
1982 et du 15 septembre 1988.

#### CONSIDERANT :

que les installations exploitées par la société Holt Lloyd à Breuil le Sec sont, en  
raison de l'utilisation et de la manipulation de produits liquides inflammables et de gaz  
inflammables liquéfiés, susceptibles d'engendrer des dangers pour la sécurité des biens  
et des personnes ;

que lors de la visite d'inspection du 14 avril 2004, les prescriptions des articles III.3.B.a et c de l'arrêté préfectoral du 25 août 1982, et de l'article I.8.1 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1988 n'étaient pas respectées ;

que la société Holt Lloyd doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en conformité des installations exploitées avec les dispositions réglementaires applicables des articles III.3.B a et c de l'arrêté préfectoral du 25 août 1982, et de l'article I.8.1 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1988 ;

qu'il convient en conséquence, conformément aux dispositions de l'article L514.1 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société Holt Lloyd de satisfaire à ces conditions ;

SUR PROPOSITION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE L'OISE

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La Société Holt Lloyd sise à Breuil le Sec est mise en demeure de se conformer aux prescriptions des articles III.3.B.a et c de son arrêté préfectoral en date du 25 août 1982, et de l'article I.8.1 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1988.

### ARTICLE 2 :

La Société HOLT LLOYD devra :

Dans un délai de 2 mois suivant la date de notification du présent arrêté, se conformer aux dispositions de l'article I.8.1 de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1988 et notamment :

- ⇒ avoir réalisé un plan de circulation de manière à éviter les risques d'accident ;
- ⇒ avoir mis en place la signalisation et les marquages identiques à ceux de la voie publique ;
- ⇒ avoir aménagé des aires de stationnement pour les véhicules en attente en dehors des zones dangereuses.

Les voies de circulation seront toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité.

Dans un délai de 3 mois suivant la date de notification du présent arrêté, se conformer aux dispositions des articles III.3.B.a et c de l'arrêté préfectoral du 25 août 1982 et notamment :

- ⇒ avoir installé des dispositifs permettant de contrôler la pression dans la cuve d'éther aux abords du stockage et au poste de garde.

Les délais fixés dans le présent arrêté s'entendent à compter de sa date de notification.

**ARTICLE 3 :**

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L514.1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

La Société HOLT LLOYD est invitée à présenter à M. le Préfet de l'Oise les éventuelles observations écrites qu'appelleraient de sa part la présente mise en demeure.

**ARTICLE 4 :**

Conformément à l'article L.514.6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Breuil le Sec, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 10 août 2004

pour le préfet,  
le secrétaire général,

Jean-Guy MERCAN